

Chronique syndicale

Pour un Syndicalisme d'action et de lutte de classe

Après la récente décision de la Fédération des Services publics «ajournant» le mouvement du 4 novembre.

Après les arbitrages rendus dans le bâtiment et dans la métallurgie, arbitrages qui accordent après quatre mois d'attente une augmentation de salaire de 6 % alors que le coût de la vie a fait de février à septembre un bond de plus de 11 %.

Après que les diverses organisations aient cru devoir prendre telle décision ou accepter telles sentences arbitrales notoirement insuffisantes sans consulter les adhérents, il est du devoir de tout syndicaliste témoin du trouble et de l'inquiétude des syndiqués de crier casse-cou!

Tout ceci venant après de nombreux cas de licenciement de militants, sans réaction sérieuse de l'organisation syndicale, n'a fait qu'accroître le malaise existant actuellement dans les rangs de la classe ouvrière organisée.

Les ouvriers ne comprennent pas qu'en ce qui concerne ces arbitrages aucune action n'ait été engagée ni préconisée par les organisations pendant toute cette période qui dépasse de plus de trois mois la durée légale accordée aux arbitres pour rendre leurs sentences. Rien n'a été fait pour activer et influencer la décision des arbitres dans un sens favorable; mieux, les syndiqués ont été laissés dans une ignorance à peu près complète de la marche des pourparlers.

Sentant la colère gronder, les organisations préconisent comme soupe au mécontentement des ouvriers une grève de 24 heures. La majorité des syndiqués, sans s'illusionner sur la portée de ce mouvement, accepte ce mot d'ordre ne voulant y voir que le prélude d'une action plus vaste, un mouvement susceptible de faire renaitre la confiance et l'esprit de combativité des camarades.

C'est alors que nous voyons cette souris accoucher d'un infiniment petit, ce pauvre et triste mouvement d'une heure.

Devant une telle volonté de lutte, les patrons auraient tort de se gêner.

Les déclarations de certains d'entre eux à Luna-Park, les patrons du bâtiment allant jusqu'à refuser l'arbitrage Villette accordant 6 % ne doivent pas nous surprendre. Le prolétariat recule ou refuse la lutte. Le patronat passe à l'offensive.

Comment peut-il se faire que des organisations fortes de milliers d'adhérents persistent à poursuivre une telle tactique.

Nous ne comprenons plus ou nous craignons de comprendre.

Que l'on ne vienne pas nous dire comme nous l'avons entendu dans certaines réunions: «C'est la faute du ministère». Les ministères, même de Front populaire ne nous entendront, ne nous comprendront que dans la mesure où nous leur parlerons un langage qu'ils soient susceptibles de comprendre. celui que nous avons tenu en juin 1936. Nous sommes un peu honteux de rappeler ces choses à des responsables syndicaux, mais enfin si cela est nécessaire...

Il v a par contre une part de vérité lorsque l'on attire notre attention sur la situation des petits patrons et sur la possibilité d'action des salariés employés dans ces petites entreprises.

Mais qu'attend-on pour exiger ces réformes de structure incluses dans le plan de la C.G.T.

c'est-à-dire la nationalisation de tous les trusts que sont les grosses entreprises de sidérurgie, de transformation et de répartition dont les petits patrons sont tributaires comme nous le sommes de nos exploités; soit que ceux-ci, fournisseurs de matières premières, imposent les prix que bon leur semble, soit que ceux-là s'ils désirent avoir des commandes, soient obligés d'accepter des prix qui ne permettent que difficilement d'accorder aux salariés qu'ils emploient les avantages auxquels ceux-ci ont droit.

Que l'on se décide à engager une action dans ce sens, il n'est pas un ouvrier qui ne soit décidé à la mener à bien jusqu'au bout et loin de voir les petits patrons et leurs salariés hésiter, nous les trouverons à nos côtés, car ils comprendront que, cette fois, nous nous attaquerons à la véritable racine du mal qui nous ronge les uns et les autres.

Au contraire, si nous ne voulons pas engager cette bataille nécessaire, nous risquons demain de voir, d'une part, les salariés fatigués que tout soit continuellement remis en question abandonner la lutte et, d'autre part, de rejeter dans les bras du grand capitalisme toutes ces classes moyennes d'artisans ou de petits patrons dont les ouvriers épousent bien souvent les difficultés.

Ce serait pour le capitalisme la base de masse toute trouvée qu'il cherche et qui lui manque pour installer en France un régime similaire à ceux existant en Italie ou en Allemagne.

Nous ne voulons pas être les témoins de ce phénomène trop souvent vérifié qui consiste, pour la masse des exploités et des mécontents, non pas de retourner leur colère et à entrer en action contre leurs exploités, mais à rendre responsables et diriger cette colère contre les organisations dans lesquelles ils avaient toute confiance et qui n'ont pas pu les diriger et les aider à vaincre les résistances de l'adversaire.

Cela nous ne l'éviterons pas par des discours de leaders syndicaux ou politiques.

Nulle argumentation, si savante soit-elle, tendant à faire accepter plus ou moins ouvertement les conditions d'existence diminuées des travailleurs, ne parviendra à faire disparaître et à contenir le très grave mécontentement existant actuellement au sein de la classe ouvrière.

Non, nous n'acceptons pas de faire les frais de cette nouvelle déflation. Nous voulons non seulement conserver à nos salaires le pouvoir d'achat qu'ils avaient au lendemain de juin, mais les améliorer; cela est possible. Pour s'en convaincre il ne suffit que de jeter un coup d'œil sur les bilans des grandes entreprises pour connaître ce qui est prélevé sous forme de bénéfice sur le produit de notre travail.

Notre anxiété de syndicalistes dépasse de beaucoup celle de voir nos salaires momentanément diminués.

Nous sommes au début d'une crise de confiance des syndiqués dans leurs organisations.

Nous voyons journalièrement de bons camarades syndiqués dont on n'a pas su — j'allais dire pas voulu — faire des syndicalistes, se faire violence pour espérer encore à un redressement de la politique et de la tactique de lutte de nos organisations syndicales.

Vouloir l'ignorer plus longtemps ce serait, à bref délai, la chute verticale des effectifs syndicaux et l'exploitation de ce mécontentement, de ces désillusions par nos adversaires aux fins que nous savons.

Il est nécessaire, il est de toute urgence que tous les véritables syndicalistes révolutionnaires se ressaisissent. Nous ne devons pas être les témoins passifs de cette désaffection ou de cette amnésie qui risque de gagner toute la classe ouvrière. Nous devons faire comprendre à nos camarades de travail qu'il y a mieux à faire que la grève des timbres, mieux à faire que d'espérer ou de désespérer.

Il est possible, à condition de le vouloir, de prouver par l'expérience des faits que c'est seulement par notre pression, par notre action, que nous sauvegarderons ce que nous avons acquis et que nous arracherons de nouveaux avantages.

Nous avons le devoir de ne reculer devant aucun effort pour garder à cet admirable mouvement syndical toute sa force, toute sa combativité.

Il faut avoir le courage d'indiquer nettement à nos organisations que nous en avons assez de ces temporisations et de ces reculs; que nous sommes las de ces protestations platoniques.

C'est à cette tâche que nous appelons tous les véritables syndicalistes, tous les révolutionnaires.

En faisant cela nous aurons sauvé le syndicalisme et nous aurons préparé la voie qui nous conduira à de nouvelles et décisives victoires.

Lucien VAILLANT.

Chronique d'Urbain Grandier

ET CECI SE PASSE... EN L'ANNEE 1937!!!

On nous écrit d'Espagne, pour nous donner des renseignements sur l'attitude véritablement révoltante du clergé.

Voici le texte que la moindre retouche atténuerait :

« Les curés de chaque région possèdent des listes de paroissiens déclarés comme étant d'une « foi chancelante ». Ces malheureux, qui ne voulaient ou qui ne purent fuir à temps, sont immédiatement arrêtés.

« Pas un n'échappe au poteau d'exécution. « Mais avant le fusillement doit avoir lieu la cérémonie « du baiser du crucifix » :

« Devant la foule obligatoirement rassemblée par les tourmenteurs, on donne lecture des délits dont se sont rendus coupables ceux qui se trouvent sur le point de mourir. Et comme, d'après l'évêque, ils ne sont tous que des blasphémateurs et des « impurs », on procède à la purification de leur « méchanceté » et de leur impiété :

« Avec des crucifix énormes, en bronze, on casse les dents aux victimes.

« Des coups terribles brisent leurs mâchoires, déchirent leurs chairs. Si l'un des condamnés s'évanouit sous l'atroce douleur, le supplice est interrompu jusqu'à ce que les sens reviennent au défaillant.

« Le sang qui coule sur l'arme de torture est essuyé avec les étoffes sacrées. »

Ouvrier, Paysan, Travailleur, mon Frère, vers laquelle de ces mains bien catholiques te conseille-t-on de tendre la tienne? Vers celle de l'assassin qui ordonne de telles horreurs, ou vers celle du bourreau qui les exécute?...

Nos Frères des Colonies

LE SANG COULE AU MAROC

Il a fallu que le sang coule dans les rues de plusieurs villes du Maroc pour que le gouvernement français et le Parti socialiste, après lui, soient véritablement émus de la gravité de la situation générale dans ce pays.

Depuis des années, notre fédération a essayé d'attirer l'attention du gouvernement et du parti sur nous. Depuis des années, nous avons adressé des rapports circonstanciés sur toutes les questions qui agitent le pays. Ils sont restés lettre morte. Depuis des années, nous avons demandé que nos camarades de tout le Parti soient informés des questions coloniales et pour cela, nous demandions la création dans le Populaire de la page coloniale, dont le principe fut accepté par le congrès national de 1933, mais qui, jusqu'à ce jour, n'est pas encore réalisé.

Depuis des années, nos congrès nationaux ont été saisis des questions coloniales en général, et de la question marocaine en particulier. Chaque fois, des motions généreuses ont été votées à l'unanimité, sans même être discutées, parce que la plupart de nos camarades de la métropole ignorent tout de la question. Mais ces motions, tout comme nos rapports, restent lettre morte et j'en veux prendre pour exemple, la dernière, votée à Marseille, que le gouvernement du protectorat vient de bafouer avec désinvolture sous le couvert du gouvernement de Rassemblement populaire, au sein duquel siègent des socialistes, mandatés impérieusement à Marseille pour que les décisions de notre congrès soient appliquées.

Aujourd'hui pour le Maroc, comme hier pour l'Espagne, les décisions souveraines du Parti sont méconnues par ceux-là mêmes qui furent chargés de les faire respecter. Le gouvernement du protectorat, couvert par celui de la métropole, vient de s'engager dans une politique de répression extrêmement dure, alors qu'il n'a pas su prévenir les événements en guérissant les causes du mal.

Dans une série d'articles remarqués, notre camarade Magdeleine Paz, venue au Maroc par ses propres moyens afin d'enquêter sur la situation générale au Maroc, a exposé la misère du peuple marocain et parlé en termes trop mesurés à mon sens, de la double oppression qui pèse sur les hommes luttant pour obtenir, au bénéfice de ce même peuple, les libertés démocratiques promises par le Rassemblement populaire. Mais ce qui fut dit dans ces articles est encore une image incomplète de ce qui se passe au Maroc depuis quelque temps et c'est ce que je veux essayer de compléter.

Depuis le retour du résident, le général Nogues, les événements se sont précipités et les mesures de répression se sont faites beaucoup plus sévères. Cela a commencé par des saisies de journaux marocains publiés en langues arabe et française; puis ce furent des suspensions suivies d'interdictions des mêmes journaux, pour des motifs bien difficiles à préciser, sinon qu'ils disaient la vérité et que cela gênait la résidence. Ensuite, on procéda à des arrestations de militants du parti d'Action marocaine, parmi lesquels Omar Abdeljalil que nous avons vu au Congrès de Marseille. Ces

arrestations furent opérées sous prétexte de juger l'agitation qui avait débuté à Khémisset où une manifestation avait été organisée pour protester contre l'autorisation accordée à un pèlerinage catholique, alors que la même autorisation avait été refusée à une manifestation religieuse musulmane dans le même pays!

Comme il fallait s'y attendre, ces arrestations brutales, suivies de déportation vers le Sud-Marocain, pour se terminer, pour l'un des emprisonnés, par un bannissement au Gabon, provoquèrent des réactions violentes dans toutes les villes où le comité d'Action marocaine avait des partisans, réactions qui furent réprimées avec rudesse et même avec férocité, puisque les armes à feu entrèrent en jeu ainsi que les grenades. A Casablanca, Port-Lyautey, Fès, Oudjda, il y eut des morts, beaucoup de blessés et des arrestations innombrables, suivies de condamnations à plusieurs années de prison.

Voilà où nous en sommes au Maroc, après dix-sept mois de gouvernement de Rassemblement populaire et treize mois de gestion d'un résident envoyé par ce gouvernement. C'est ainsi que l'on entend tenir les promesses faites aux indigènes par le Rassemblement populaire et par le Parti socialiste.

Nous pensons, nous, que les socialistes qui siègent au gouvernement ne peuvent continuer à se rendre complices d'une répression sanguinaire qui les perd aux yeux de nos frères marocains.

P. CHAIGNAUD.

Autour de la saisie du "MAROC SOCIALISTE"

INCONSCIENCE ?

Nous avons reçu de notre camarade Delmas, secrétaire de la Fédération socialiste du Maroc, un rapport en date du 28 octobre, dont l'extrême gravité n'échappera à aucun des lecteurs des Cahiers Rouges. Nous en reproduisons ci-dessous les passages essentiels.

Le vendredi 22 octobre, à 9 h. 30, Chaignaud (directeur du Maroc socialiste) est averti par un employé de l'imprimerie qu'un inspecteur de la sûreté demande un numéro du Maroc socialiste pour le chef de région... A 11 h. 30 environ, ce même jour, Chaignaud apprend par Hachette que les numéros se trouvant chez elle ont été saisis... Ce n'est que le soir que M. Mazoyer, chef de bureau de la presse à Rabat, lui apprend — à notre stupeur — que c'est l'article leader, signé Delmas, qui est cause de la saisie.

Voici, pour l'édification de nos lecteurs, les passages les plus caractéristiques de l'article incriminé :

« Nos camarades marocains sont venus renforcer les liens qui nous unissaient à eux. Mais ils ont aussi été les interprètes de tout ce peuple de fellahs et d'artisans qui avaient mis tout leur espoir dans le Gouvernement de Front populaire. Et ils nous ont dit à quel point la situation intérieure de ce pays était dangereusement tendue. Jamais, peut-être, elle n'a été aussi critique.

Partout la répression sévit, et nous n'en connaissons que ce que veut bien laisser percer la Grande Presse dite d'information. Par centaines, les fellahs défilent devant une juridiction moyenâgeuse et peuplent ensuite les prisons ou toutes sortes de réduits clos d'un porte solide. La bastonnade est remise en honneur. On se venge d'une tribu en faisant razzier un douar, comme cela devait se passer au temps de Charlemagne. On procède même à la vente des biens des emprisonnés, et ce, sans leur consentement.

Malgré les efforts de la Presse Marocaine, qui voudrait nous induire en erreur parce qu'elle soutient les intérêts immédiats d'un impérialisme qui cherche

à faire fructifier ses capitaux, malgré les couleuvres monstrueuses qu'il nous faut avaler, nous ne sommes pas dupes, pas un homme de cœur n'est dupe. Rien ne justifie cette répression atroce, si ce n'est la volonté de mettre fin à un mouvement qui cherche à éclairer les masses marocaines, à leur donner une conscience, à les soustraire à un abject régime d'exactions, de redevances illégales, d'injustice éhontée, en un mot de colonisation crue.

...Nous ne pouvons plus nous faire les complices — par notre silence — des factieux dont l'Administration est pourrie. Leurs multiples provocations feront qu'un jour nous serons stupéfaits de nous réveiller au milieu d'un peuple de révoltés.

Voilà ce que nos nationaux — de concert avec ces autres nationaux que sont Hitler, Mussolini ou Franco — voilà ce que nos « sang pur sang » auront fait, dans leur haine du Front populaire. Ils auront ainsi créé des difficultés à nos camarades du Gouvernement, et c'est le but qu'ils poursuivaient depuis longtemps...

La rigueur de la sanction saute aux yeux quand on pense à ce qu'écrivait la presse fasciste, jamais touchée. Elle est même d'autant plus rigoureuse qu'il s'agit d'un organe du Front populaire ayant soutenu, non pas la résidence, mais le résident, depuis son arrivée au Maroc, et ce en risquant souvent de se ridiculiser auprès des travailleurs.

Aussitôt après la saisie, la C. E. fédérale décide le tirage d'un numéro spécial de protestation.

Le samedi 23 octobre, à 22 h. 30, Chaignaud est convoqué à la Région par M. Courtin... M. le Contrôleur sait que nous sortons un numéro et voudrait en connaître le texte. Chaignaud ne fait aucune difficulté, lit la protestation... La conversation devenant générale, nous faisons part de nos revendications en matière marocaine... Et nous avens la stupeur d'apprendre que Paris nous désapprouve et que nous recevons des instructions. Cela nous semble assez piquant. De qui s'agit-il : du Parti ou des ministres?

...Le lundi 25, Chaignaud converse avec une personnalité de la résidence qui a des attaches

certaines avec le Parti et les ministres socialistes. Le numéro spécial est l'objet de l'entretien. La personne conseille le calme et la modération. Elle dit que c'est l'avis de Paris. C'est encore surprenant, il n'y a que la Fédération qui ignore ce que pense Paris.

En effet, Chaignaud est appelé, par fil spécial, par Blumel, Blumel, du Cabinet de Léon Blum, est déjà en possession du numéro saisi. Il en désapprouve le ton combatif et rappelle que les ministres socialistes ont confiance en le résident. Il sait que nous sortons un numéro spécial de protestation et nous demande d'en tronquer le texte. Il promet à Chaignaud qu'un télégramme sera adressé par le secrétaire du Parti au secrétaire fédéral, Delmas.

Le lundi, à 18 heures... je donne connaissance du télégramme suivant que je viens de recevoir : 2573 Paris 2744 47 25 12 h. 20.

Serait utile que le délégué Fédération Maroc vint à Paris pour examiner situation Demandons instamment éviter toute polémique avec Résidence tout article violent et invitons prudence et modération Le secrétariat du Parti socialiste.

...Il nous appartient de tirer une conclusion : la saisie d'un numéro du Maroc socialiste après celle du numéro des Débats socialistes pose le problème de notre action politique du Maroc et en général celui de l'activité du Parti socialiste dans les colonies et pays de protectorat. Le fait, de la part d'un représentant du gouvernement de Front populaire, d'interdire une critique, même sévère, d'actes en contradiction avec l'esprit du Rassemblement populaire pose même le problème de notre existence visée au travers de notre presse. Nous sommes, en effet, amenés à nous demander ce qu'on tolérera et ce qu'on ne tolérera pas que nous publions.

...Nous jetions (dans le numéro saisi) un cri